

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Mises à disposition de personnels - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Plusieurs mises à disposition de personnels sont soumises à l'approbation du Conseil municipal :

- Mise à disposition d'agent de la Ville de Montpellier auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- Mises à disposition de personnels de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier pour assurer la maîtrise d'ouvrage dans différentes opérations dans le domaine culturel ;
- Mises à disposition de personnels de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier pour assurer l'expertise des 4 boulevards dans le cadre du plan de circulation urbaine ;
- Mises à disposition de personnels de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre des procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relative à l'insalubrité.

Mise à disposition auprès du COSC

Le COSC pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Ville de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel. L'association s'interdit toute activité

confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de mettre à disposition un agent municipal titulaire, à temps complet, de catégorie B relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, auprès du COSC, pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 décembre 2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage d'opérations culturelles

La Ville de Montpellier a décidé de conduire un programme de travaux de rénovation, aménagement et de restauration dans le cadre de trois opérations dans le domaine culturel qui sont : la réhabilitation des Geoles de Lauwe haut lieu de la mémoire collective, la création de « *Milles formes* » un centre d'initiation à l'art dédié à la petite enfance de 0 à 6 ans en partenariat avec le Centre Pompidou et d'une maison du projet dans le quartier d'Antigone.

Face aux fortes dégradations du site Les Geôles de Lauwe, inscrit aux Monuments historiques, la Ville de Montpellier a demandé la réalisation d'une étude patrimoniale et un diagnostic sanitaire pour connaître les mesures requises pour préserver le lieu et pour engager les travaux permettant de stopper les dégradations et sauvegarder les décors non perdus.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier a pour projet d'installer dans le bâtiment *Les échelles de la Ville*, en lieu et place de l'ancienne médiathèque Federico-Fellini, un centre d'art pour les enfants de 0 à 6 ans « *Milles formes* » et une maison du projet. La maison du projet aura pour mission de représenter la Ville de Montpellier et ses alentours en sensibilisant de manière ludique et créative à la transformation de leur Ville, aux aménagements et réalisations architecturales en cours et aux enjeux écologiques et sociaux actuels au travers de programmation d'ateliers, d'expositions et de projections.

A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier des agents, à raison de 5% de leur temps de travail pour assurer des fonctions de maîtrise d'ouvrage dans la réalisation de ces opérations de travaux. Ainsi, quatre agents de la Métropole, relevant de la filière technique, sont mis à disposition de la Ville de Montpellier, pour la période du 01/08/2023 au 31/12/2026 : deux agents de catégorie A relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et deux agents de catégorie B relevant du cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, les mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'expertise des 4 boulevards en matière de circulation urbaine

La Ville de Montpellier engage une expertise des 4 boulevards (bertelot, Vieussens, Rabelais et d'Orient) en matière de déplacements et circulations urbaines. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier deux agents de catégorie A relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, à raison de 5% de leur temps de travail pour assurer ces travaux d'expertise et ce pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, les mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre des procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relative à l'insalubrité.

La Ville de Montpellier est compétente pour réaliser les procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relative à l'insalubrité. Afin de d'exercer cette compétence, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de la Ville de Montpellier 6 agents du service intercommunal Habitat et Santé assermentés de catégorie B relevant du cadre d'emploi des techniciens territoriaux, à raison de 80% de leur temps de travail à compter du 1^{er} mai au 30 novembre 2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, les mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) et des mises à dispositions d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention 2024_Antoine_PICARD.pdf
- Projet convention MAD MEALIER William.pdf
- Projet convention MAD PLAZA Julie.pdf
- Projet convention MAD MAINGAULT Mathieu.pdf
- Projet convention MAD NOLLET Nathalie.pdf
- Projet convention MAD BOUKRISS Yoni.pdf
- Projet convention MAD GUIROY Julie.pdf
- DEGLAIRE Margaux - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc
- GANDON Isabelle - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc
- GINIEIS Damien - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc
- GUTIERREZ Philippe - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc
- PASTOR Emmanuel - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc
- PEREZ Pierre-René - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268729-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Direction Déléguée gestion RH de proximité
GRH 3

Nom : Antoine PICARD

Matricule : 0033830

Date de naissance : 19/04/1966

Affectation : MAD-DETA-DISPO-IM/COSC

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de la Ville, agissant en cette qualité, et représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint municipal délégué aux Finances, à l'évaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC), représenté par sa Présidente, Madame Amparo DEBOISSY, d'autre part,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la convention de mise à disposition passée entre la Ville et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 11 juin 2024 relative à la mise à disposition d'un agent municipal auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- La demande formulée par l'agent sollicitant sa mise à disposition auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC),

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet et durée de la mise à disposition

Monsieur Antoine PICARD, Rédacteur, est mis à disposition à 100% auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier du 01/04/2024 au 31/12/2024. L'intéressé assure des fonctions de Responsable administratif du COSC, pour lequel il encadre l'équipe administrative et d'accueil, il pilote la gestion financière de l'association et assure le lien avec le Conseil d'administration.

La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Les conditions de travail de **Monsieur Antoine PICARD** sont organisées par le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

Le dossier administratif individuel demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

L'agent mis à disposition est assujéti aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

La Ville de Montpellier reste compétente en matière disciplinaire ainsi qu'en ce qui concerne les congés longue durée, maternité ou adoption.

ARTICLE 3 : Rémunération

La Ville de Montpellier verse à **Monsieur Antoine PICARD** la rémunération correspondante à son grade et à son échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles il peut prétendre.

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles ne versera aucun complément de salaire à l'agent mis à disposition.

Toutefois, il prendra en charge les frais de déplacements et de mission que l'intéressé serait amené à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata de leur temps mis à disposition y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article 621-1 du Code Général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L.822-25 du Code Général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Formation

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit à la formation dans le cadre du Compte Personnel de Formation (CPF) après avis du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

ARTICLE 5 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- La collectivité d'origine, la Ville de Montpellier ;
- La structure d'accueil, le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles ;
- L'intéressé ;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de trois mois.

Si au terme, l'agent ne peut être réaffecté dans les fonctions qui lui étaient dévolues à la Ville de Montpellier, il sera affecté dans un des emplois que leur grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées à l'article L. 512-28 du Code Général de la fonction publique.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**La Présidente du Comité des
Œuvres Sociales et Culturelle de
la Ville de Montpellier**

Amparo DEBOISSY

Lu et accepté

**L'Adjoint au Maire délégué au
Ressources Humaines et au Dialogue
Social**

Michel ASLANIAN

Nom : William MEALIER

Matricule : 101320

Date de naissance : 07/02/1975

Affectation : PCP

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Ressources Humaines, d'autre part,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,

- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

- Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application de l'article 61 et suivants de la loi n°84-53 susvisée,

- Vu la décision autorisant la signature de la présente convention de mise à disposition de personnel par le Vice-président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,

- Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Monsieur William MEALIER, Ingénieur principal, est mis à disposition à hauteur de 5% pour le compte de la Ville de Montpellier du 01/08/2023 au 31/12/2026.

L'intéressé assure des fonctions de « Maîtrise d'ouvrage » dans le cadre des opérations suivantes :

- Maison du projet
- Mille formes – centre d'art 0-6 ans
- Restauration Geôles de Lauwe.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Monsieur William MEALIER est placé sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire à préciser
- horaires de travail à préciser

Les décisions relatives aux congés annuels et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique reviennent à la collectivité territoriale ou à l'établissement public d'origine de l'agent, dans les conditions applicables à ses propres agents. La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévus par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévu par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à Monsieur William MEALIER la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressé un complément de rémunération,

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que les cotisations sociales afférentes y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La structure d'accueil ;
- L'intéressé;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 6 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**Monsieur l'Adjoint au Maire
délégué aux Ressources
Humaines**

Michel ASLANIAN

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au Dialogue
Social**

Joël RAYMOND

Nom : Julie PLAZA

Matricule : 109670

Date de naissance : 07/04/1968

Affectation : PCP

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Ressources Humaines, d'autre part,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,

- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

- Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application de l'article 61 et suivants de la loi n°84-53 susvisée,

- Vu la décision autorisant la signature de la présente convention de mise à disposition de personnel par le Vice-président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,

- Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Madame Julie PLAZA, Technicien principal 1^{ère} classe, est mise à disposition à hauteur de 5% pour le compte de la Ville de Montpellier du 01/08/2023 au 31/12/2026.

L'intéressée assure des fonctions de « Maîtrise d'ouvrage » dans le cadre des opérations suivantes :

- Maison du projet
- Mille formes – centre d'art 0-6 ans
- Restauration Geôles de Lauwe.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Madame Julie PLAZA est placée sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire à préciser
- horaires de travail à préciser

Les décisions relatives aux congés annuels et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique reviennent à la collectivité territoriale ou à l'établissement public d'origine de l'agent, dans les conditions applicables à ses propres agents. La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévus par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévu par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à Madame Julie PLAZA la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressée un complément de rémunération,

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que les cotisations sociales afférentes y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La structure d'accueil ;
- L'intéressée;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 6 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**Monsieur l'Adjoint au Maire
délégué aux Ressources
Humaines**

Michel ASLANIAN

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au Dialogue
Social**

Joël RAYMOND

Nom : Mathieu MAINGAULT

Matricule : 110217

Date de naissance : 13/05/1975

Affectation : PCP

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Ressources Humaines, d'autre part,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,

- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

- Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application de l'article 61 et suivants de la loi n°84-53 susvisée,

- Vu la décision autorisant la signature de la présente convention de mise à disposition de personnel par le Vice-président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,

- Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Monsieur Mathieu MAINGAULT, Technicien principal 1ère classe, est mis à disposition à hauteur de 5% pour le compte de la Ville de Montpellier du 01/11/2023 au 31/12/2026.

L'intéressé assure des fonctions de « Maîtrise d'ouvrage » dans le cadre des opérations suivantes :

- Maison du projet
- Mille formes – centre d'art 0-6 ans
- Restauration Geôles de Lauwe.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Monsieur Mathieu MAINGAULT est placé sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire à préciser
- horaires de travail à préciser

Les décisions relatives aux congés annuels et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique reviennent à la collectivité territoriale ou à l'établissement public d'origine de l'agent, dans les conditions applicables à ses propres agents. La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévus par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévu par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à Monsieur Mathieu MAINGAULT la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressé un complément de rémunération,

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que les cotisations sociales afférentes y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La structure d'accueil ;
- L'intéressé;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 6 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**Monsieur l'Adjoint au Maire
délégué aux Ressources
Humaines**

Michel ASLANIAN

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au Dialogue
Social**

Joël RAYMOND

Nom : Nathalie NOLLET

Matricule : 108240

Date de naissance : 28/03/1970

Affectation : PCP

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Ressources Humaines, d'autre part,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application de l'article 61 et suivants de la loi n°84-53 susvisée,
- Vu la décision autorisant la signature de la présente convention de mise à disposition de personnel par le Vice-président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,
- Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Madame Nathalie NOLLET, Ingénieur, est mise à disposition à hauteur de 5% pour le compte de la Ville de Montpellier du 01/08/2023 au 31/12/2026.

L'intéressée assure des fonctions de « Maîtrise d'ouvrage » dans le cadre des opérations suivantes :

- Maison du projet
- Mille formes – centre d'art 0-6 ans
- Restauration Geôles de Lauwe.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Madame Nathalie NOLLET est placée sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire à préciser
- horaires de travail à préciser

Les décisions relatives aux congés annuels et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique reviennent à la collectivité territoriale ou à l'établissement public d'origine de l'agent, dans les conditions applicables à ses propres agents. La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévus par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévu par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à Madame Nathalie NOLLET la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressée un complément de rémunération,

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que les cotisations sociales afférentes y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La structure d'accueil ;
- L'intéressée;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 6 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**Monsieur l'Adjoint au Maire
délégué aux Ressources
Humaines**

Michel ASLANIAN

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au Dialogue
Social**

Joël RAYMOND



Nom : Yoni BOUKRISS -

Matricule : 105080

Date de naissance : 18/07/1980

Affectation : DGS/PMOB/DO

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par, Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, d'autre part,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L.512-6 et suivants,
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la délibération portant création d'un poste d'Ingénieur principal et prévoyant la mise à disposition contre remboursement du personnel auprès de la Mairie de Montpellier,
- Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles L.512-6 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,
- Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Monsieur Yoni BOUKRISS, Ingénieur principal, est mis à disposition à 10 % de la Ville de Montpellier du 01/01/2024 au 31/12/2024. L'intéressé assure des missions dans le cadre de l'expertise des 4 boulevards.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Monsieur Yoni BOUKRISS est placé sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire : 3h30

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévus aux 3° à 11° de l'article 57 et à l'article 60 sexies de la loi 26 janvier 1984, ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à Monsieur Yoni BOUKRISS la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressée un complément de rémunération,

Conformément à la décision prise par l'organe délibérant de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de rémunération pendant tout ou partie de la durée de la mise à disposition.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Renouvellement

Le fonctionnaire mis à disposition d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y accomplir la totalité de son service se voit proposer, lorsqu'existe un cadre d'emplois de niveau comparable au sein de la collectivité ou de l'établissement d'accueil et qu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de trois ans, une mutation, un détachement ou une intégration directe dans ce cadre d'emplois.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La structure d'accueil ;
- L'intéressé.

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Joël RAYMOND

Lu et accepté

L'Adjoint au Maire,

Michel ASLANIAN

Nom : Julie GUIROY -

Matricule : 105406

Date de naissance : 21/05/1981

Affectation : DGS/PMOB/CSM

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par, Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, d'autre part,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L.512-6 et suivants,
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la délibération portant création d'un poste d'Attaché principal et prévoyant la mise à disposition contre remboursement du personnel auprès de la Mairie de Montpellier,
- Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles L.512-6 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,
- Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Madame Julie GUIROY, Attaché principal, est mis à disposition à 5 % de la Ville de Montpellier du 01/01/2024 au 31/12/2024. L'intéressée assure des missions dans le cadre de l'expertise des 4 boulevards.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Madame Julie GUIROY est placée sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire : 1h45

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévus aux 3° à 11° de l'article 57 et à l'article 60 sexies de la loi 26 janvier 1984, ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à Madame Julie GUIROY la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressée un complément de rémunération,

Conformément à la décision prise par l'organe délibérant de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de rémunération pendant tout ou partie de la durée de la mise à disposition.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Renouvellement

Le fonctionnaire mis à disposition d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y accomplir la totalité de son service se voit proposer, lorsqu'existe un cadre d'emplois de niveau comparable au sein de la collectivité ou de l'établissement d'accueil et qu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de trois ans, une mutation, un détachement ou une intégration directe dans ce cadre d'emplois.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La structure d'accueil ;
- L'intéressée.

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Joël RAYMOND

Lu et accepté

L'Adjoint au Maire,

Michel ASLANIAN

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par, Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, d'autre part,

- ☐ Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- ☐ Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- ☐ Vu la délibération n°xxxx du xxxx, prévoyant la mise à disposition contre remboursement du personnel auprès de la Mairie de Montpellier,
- ☐ Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles L.512-6 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,
- ☐ Vu la décision autorisant la signature de la présente convention de mise à disposition de personnel par le Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,
- ☐ Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Madame Margaux DEGLAIRE est mise à disposition à 80% de la Ville de Montpellier, du 01/05/2024 au 30/11/2024. L'intéressée assure des fonctions d'Inspecteur santé environnement au sein du Service Intercommunal Habitat Santé qui est organisé autour de deux principales missions :

- le traitement des signalements portant sur des logements ou immeubles susceptibles de porter atteinte à la santé ou à la sécurité de leurs occupants jusqu'à leur résolution,
- la mise en place du dispositif du permis de louer.

Dans le cadre de ses fonctions, l'Inspecteur spécialisé Habitat opère des contrôles sanitaires et bâtimentaires donnant lieu à la rédaction d'un rapport, met en œuvre les procédures adaptées pour mettre fin aux risques pour la santé ou la sécurité, veille au respect des réglementations et apporte son expertise technique et juridique dans les domaines suivants :

- Procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relatives à l'insalubrité, au **péril et aux équipements communs** (*ces deux dernières compétences ont été transférées en 2014 à la Métropole et sont exercées actuellement par le PISE – il s'agit des premières compétences que nous allons exercer au niveau intercommunal / les autres étant uniquement Ville pour le moment*)
- Règlement sanitaire départemental,
- Non décence,
- Permis de louer.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Madame Margaux DEGLAIRE est placée sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire : 35 heures

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévu par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à **Madame Margaux DEGLAIRE** la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressée un complément de rémunération,

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que les cotisations sociales afférentes y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Renouvellement

Le fonctionnaire mis à disposition d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y accomplir la totalité de son service se voit proposer, lorsqu'existe un cadre d'emplois de niveau comparable au sein de la collectivité ou de l'établissement d'accueil et qu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de trois ans, une mutation, un détachement ou une intégration directe dans ce cadre d'emplois.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier ;
- L'intéressé ;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**L'Adjoint au Maire délégué aux
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Michel ASLANIAN

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Joël RAYMOND

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par, Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, d'autre part,

- ☐ Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- ☐ Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- ☐ Vu la délibération n°xxxx du xxxx, prévoyant la mise à disposition contre remboursement du personnel auprès de la Mairie de Montpellier,
- ☐ Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles L.512-6 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,
- ☐ Vu la décision autorisant la signature de la présente convention de mise à disposition de personnel par le Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,
- ☐ Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Madame Isabelle GANDON est mise à disposition à 80% de la Ville de Montpellier, du 01/05/2024 au 30/11/2024. L'intéressée assure des fonctions d'Inspecteur santé environnement au sein du Service Intercommunal Habitat Santé qui est organisé autour de deux principales missions :

- le traitement des signalements portant sur des logements ou immeubles susceptibles de porter atteinte à la santé ou à la sécurité de leurs occupants jusqu'à leur résolution,
- la mise en place du dispositif du permis de louer.

Dans le cadre de ses fonctions, l'Inspecteur spécialisé Habitat opère des contrôles sanitaires et bâtimentaires donnant lieu à la rédaction d'un rapport, met en œuvre les procédures adaptées pour mettre fin aux risques pour la santé ou la sécurité, veille au respect des réglementations et apporte son expertise technique et juridique dans les domaines suivants :

- Procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relatives à l'insalubrité, au **péril et aux équipements communs** (*ces deux dernières compétences ont été transférées en 2014 à la Métropole et sont exercées actuellement par le PISE – il s'agit des premières compétences que nous allons exercer au niveau intercommunal / les autres étant uniquement Ville pour le moment*)
- Règlement sanitaire départemental,
- Non décence,
- Permis de louer.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Madame Isabelle GANDON est placée sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire : 35 heures

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévu par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à **Madame Isabelle GANDON** la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressée un complément de rémunération,

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que les cotisations sociales afférentes y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Renouvellement

Le fonctionnaire mis à disposition d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y accomplir la totalité de son service se voit proposer, lorsqu'existe un cadre d'emplois de niveau comparable au sein de la collectivité ou de l'établissement d'accueil et qu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de trois ans, une mutation, un détachement ou une intégration directe dans ce cadre d'emplois.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier ;
- L'intéressé ;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**L'Adjoint au Maire délégué aux
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Michel ASLANIAN

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Joël RAYMOND

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par, Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, d'autre part,

- ☐ Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- ☐ Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- ☐ Vu la délibération n°xxxx du xxxx, prévoyant la mise à disposition contre remboursement du personnel auprès de la Mairie de Montpellier,
- ☐ Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles L.512-6 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,
- ☐ Vu la décision autorisant la signature de la présente convention de mise à disposition de personnel par le Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,
- ☐ Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Monsieur Damien GINIEIS est mis à disposition à 80% de la Ville de Montpellier, du 01/07/2024 au 30/11/2024. L'intéressé assure des fonctions d'Inspecteur santé environnement au sein du Service Intercommunal Habitat Santé qui est organisé autour de deux principales missions :

- le traitement des signalements portant sur des logements ou immeubles susceptibles de porter atteinte à la santé ou à la sécurité de leurs occupants jusqu'à leur résolution,
- la mise en place du dispositif du permis de louer.

Dans le cadre de ses fonctions, l'Inspecteur spécialisé Habitat opère des contrôles sanitaires et bâtimentaires donnant lieu à la rédaction d'un rapport, met en œuvre les procédures adaptées pour mettre fin aux risques pour la santé ou la sécurité, veille au respect des réglementations et apporte son expertise technique et juridique dans les domaines suivants :

- Procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relatives à l'insalubrité, au **péril et aux équipements communs** (*ces deux dernières compétences ont été transférées en 2014 à la Métropole et sont exercées actuellement par le PISE – il s'agit des premières compétences que nous allons exercer au niveau intercommunal / les autres étant uniquement Ville pour le moment*)
- Règlement sanitaire départemental,
- Non décence,
- Permis de louer.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Monsieur Damien GINIEIS est placé sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire : 35 heures

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévu par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à **Monsieur Damien GINIEIS** la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressé un complément de rémunération,

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que les cotisations sociales afférentes y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Renouvellement

Le fonctionnaire mis à disposition d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y accomplir la totalité de son service se voit proposer, lorsqu'existe un cadre d'emplois de niveau comparable au sein de la collectivité ou de l'établissement d'accueil et qu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de trois ans, une mutation, un détachement ou une intégration directe dans ce cadre d'emplois.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier ;
- L'intéressé ;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**L'Adjoint au Maire délégué aux
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Michel ASLANIAN

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Joël RAYMOND

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par, Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, d'autre part,

- ☐ Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- ☐ Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- ☐ Vu la délibération n°xxxx du xxxx, prévoyant la mise à disposition contre remboursement du personnel auprès de la Mairie de Montpellier,
- ☐ Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles L.512-6 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,
- ☐ Vu la décision autorisant la signature de la présente convention de mise à disposition de personnel par le Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,
- ☐ Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Monsieur Philippe GUTIERREZ est mis à disposition à 80% de la Ville de Montpellier, du 01/05/2024 au 30/11/2024. L'intéressé assure des fonctions d'Inspecteur santé environnement au sein du Service Intercommunal Habitat Santé qui est organisé autour de deux principales missions :

- le traitement des signalements portant sur des logements ou immeubles susceptibles de porter atteinte à la santé ou à la sécurité de leurs occupants jusqu'à leur résolution,
- la mise en place du dispositif du permis de louer.

Dans le cadre de ses fonctions, l'Inspecteur spécialisé Habitat opère des contrôles sanitaires et bâtimentaires donnant lieu à la rédaction d'un rapport, met en œuvre les procédures adaptées pour mettre fin aux risques pour la santé ou la sécurité, veille au respect des réglementations et apporte son expertise technique et juridique dans les domaines suivants :

- Procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relatives à l'insalubrité, au **péril et aux équipements communs** (*ces deux dernières compétences ont été transférées en 2014 à la Métropole et sont exercées actuellement par le PISE – il s'agit des premières compétences que nous allons exercer au niveau intercommunal / les autres étant uniquement Ville pour le moment*)
- Règlement sanitaire départemental,
- Non décence,
- Permis de louer.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Monsieur Philippe GUTIERREZ est placé sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire : 35 heures

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévu par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à **Monsieur Philippe GUTIERREZ** la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressé un complément de rémunération,

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que les cotisations sociales afférentes y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Renouvellement

Le fonctionnaire mis à disposition d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y accomplir la totalité de son service se voit proposer, lorsqu'existe un cadre d'emplois de niveau comparable au sein de la collectivité ou de l'établissement d'accueil et qu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de trois ans, une mutation, un détachement ou une intégration directe dans ce cadre d'emplois.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier ;
- L'intéressé ;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**L'Adjoint au Maire délégué aux
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Michel ASLANIAN

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Joël RAYMOND



Nom : Emmanuel PASTOR - PASTOR
Matricule : 110495
Date de naissance : 13/03/1969
Affectation : DGS/PSTP/DDSPE/SIHS

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par, Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, d'autre part,

- ☐ Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- ☐ Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- ☐ Vu la délibération n°xxxx du xxxx, prévoyant la mise à disposition contre remboursement du personnel auprès de la Mairie de Montpellier,
- ☐ Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles L.512-6 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,
- ☐ Vu la décision autorisant la signature de la présente convention de mise à disposition de personnel par le Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,
- ☐ Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Monsieur Emmanuel PASTOR est mis à disposition à 80% de la Ville de Montpellier, du 01/05/2024 au 30/11/2024. L'intéressé assure des fonctions de Chargé de missions périls au sein du Service Intercommunal Habitat Santé qui est organisé autour de deux principales missions :

- le traitement des signalements portant sur des logements ou immeubles susceptibles de porter atteinte à la santé ou à la sécurité de leurs occupants jusqu'à leur résolution,
- la mise en place du dispositif du permis de louer.

Dans le cadre de ses fonctions, il exerce les fonctions d'Inspecteur spécialisé Habitat opère des contrôles sanitaires et bâtimentaires donnant lieu à la rédaction d'un rapport, met en œuvre les procédures adaptées pour mettre fin aux risques pour la santé ou la sécurité, veille au respect des réglementations et apporte son expertise technique et juridique dans les domaines suivants :

- Procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relatives à l'insalubrité, au **péril et aux équipements communs** (*ces deux dernières compétences ont été transférées en 2014 à la Métropole et sont exercées actuellement par le PISE – il s'agit des premières compétences que nous allons exercer au niveau intercommunal / les autres étant uniquement Ville pour le moment*)
- Règlement sanitaire départemental,
- Non décence,
- Permis de louer.

Il exerce en sus des compétences ci-dessus la définition et à la mise en œuvre des orientations politiques en matière de contrôle de l'habitat et de lutte contre l'habitat indigne, le pilotage des procédures relatives au péril et aux équipements communs et la sécurisation des procédures du service et la fonction d'adjoint au chef de service.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Monsieur Emmanuel PASTOR est placé sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire : 35 heures

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévu par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à **Monsieur Emmanuel PASTOR** la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressé un complément de rémunération,

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que les cotisations sociales afférentes y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Renouveaulement

Le fonctionnaire mis à disposition d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y accomplir la totalité de son service se voit proposer, lorsqu'existe un cadre d'emplois de niveau comparable au sein de la collectivité ou de l'établissement d'accueil et qu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de trois ans, une mutation, un détachement ou une intégration directe dans ce cadre d'emplois.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier ;
- L'intéressé ;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**L'Adjoint au Maire délégué aux
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Michel ASLANIAN

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Joël RAYMOND

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par, Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE et représenté par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, d'autre part,

- ☐ Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- ☐ Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- ☐ Vu la délibération n°xxxx du xxxx, prévoyant la mise à disposition contre remboursement du personnel auprès de la Mairie de Montpellier,
- ☐ Vu la délibération n°M2020-328 du 12 octobre 2020 autorisant le Président à adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles L.512-6 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,
- ☐ Vu la décision autorisant la signature de la présente convention de mise à disposition de personnel par le Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,
- ☐ Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Monsieur Pierre René PEREZ est mis à disposition à 80% de la Ville de Montpellier, du 01/05/2024 au 30/11/2024. L'intéressé assure des fonctions d'Inspecteur santé environnement au sein du Service Intercommunal Habitat Santé qui est organisé autour de deux principales missions :

- le traitement des signalements portant sur des logements ou immeubles susceptibles de porter atteinte à la santé ou à la sécurité de leurs occupants jusqu'à leur résolution,
- la mise en place du dispositif du permis de louer.

Dans le cadre de ses fonctions, l'Inspecteur spécialisé Habitat opère des contrôles sanitaires et bâtimentaires donnant lieu à la rédaction d'un rapport, met en œuvre les procédures adaptées pour mettre fin aux risques pour la santé ou la sécurité, veille au respect des réglementations et apporte son expertise technique et juridique dans les domaines suivants :

- Procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relatives à l'insalubrité, au **péril et aux équipements communs** (*ces deux dernières compétences ont été transférées en 2014 à la Métropole et sont exercées actuellement par le PISE – il s'agit des premières compétences que nous allons exercer au niveau intercommunal / les autres étant uniquement Ville pour le moment*)
- Règlement sanitaire départemental,
- Non décence,
- Permis de louer.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Monsieur Pierre René PEREZ est placé sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire : 35 heures

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévu par le Code Général de la Fonction Publique ainsi que celles relatives au bénéfice du compte personnel de formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à **Monsieur Pierre René PEREZ** la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressé un complément de rémunération,

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire, ainsi que les cotisations sociales afférentes y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Renouvellement

Le fonctionnaire mis à disposition d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y accomplir la totalité de son service se voit proposer, lorsqu'existe un cadre d'emplois de niveau comparable au sein de la collectivité ou de l'établissement d'accueil et qu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de trois ans, une mutation, un détachement ou une intégration directe dans ce cadre d'emplois.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier ;
- L'intéressé ;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**L'Adjoint au Maire délégué aux
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Michel ASLANIAN

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué au
Ressources Humaines et au
Dialogue Social**

Joël RAYMOND